



## Contrôleurs aériens en lutte

### L'arbre de la badgeuse ne cache plus la forêt des objectifs gouvernementaux

A quelques jours des premières réunions protocolaires, en 2009, Le Figaro avait mis la pression sur les personnels Icna de la DGAC, en dévoilant opportunément et en déformant de manière mensongère, un certain nombre de soi-disant révélations concernant les conditions de travail des contrôleurs extraites d'une note de la Cour des Comptes ([lire notre flash 09\\_060](#)).

On ne change pas une méthode qui gagne. La Pravda de l'Hexagone réitère le 31 mai, dans un article du même tonneau.

Dans le même temps, le Directeur général affirme à l'Assemblée Nationale que « la badgeuse est installée à la DGAC, et qu'il n'y aura plus de dérive dès le 7 juin. ».

Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes...

Pourtant, le 2 juin, les Inspecteurs généraux ont débarqué à Aix en Provence, avec mission d'éditer un rapport d'ici le 7 juin sur les nombreuses (entre 20.000 et 40.000 par week-end en moyenne) minutes de retard qu'ont connues les avions gérés par ce centre lors des derniers longs week-end.

Pourtant à chacun de ces week-ends, les personnels ont appliqué la procédure, toute la procédure, s'appuyant sur les outils et les réglementations en vigueur. Résultat : autant de délais en un week-end que sur toute l'année 2009 !

Pourquoi ces difficultés, qui s'annoncent contagieuses au vu des contacts dont nous disposons dans de nombreux centres ? Pour une histoire de pointeuse ?

## FOCUS

Pendant que la DGAC se gargarise par médias interposés, les salles de contrôle se mobilisent.

Ouvrons les yeux ! La badgeuse n'est que l'arbre qui cache la forêt de mesures que souhaite imposer le gouvernement à tous les personnels de la DGAC.

Les personnels de la DGAC ne sont pas responsables de la crise. Pourtant les contrôleurs sont utilisés comme boucs émissaires du bilan financier catastrophique de la DGAC, et ce sont tous les personnels (sans exception) qui vont payer l'addition.

Pourquoi le Figaro publie-t-il opportunément des articles mettant en cause les contrôleurs chaque fois que le DG réunit les syndicats pour parler protocole ?

Pourquoi l'administration ne réagit-elle que mollement à ces coups bas ? Ne chercherait-on pas à saccager le modèle public afin de prouver qu'il ne fonctionne pas ?

La CFDT engage chacun de nous à se poser les bonnes questions et à se préparer à résister...

Reprenons plutôt les articles du Figaro :

En septembre 2009, le Figaro demande la badgeuse, en juin 2010, elle est installée.

En mai 2010, le Figaro demande l'abandon du un jour sur deux, se satisfait de la suppression annoncée de 500 emplois, et s'inquiète de la gestion financière de la DGAC et du pourcentage de sa masse salariale dans son budget. Pendant le même temps, la DGAC affiche sa volonté d'un service minimum proche du maximum...

Que faut-il donc comprendre ? Que l'abandon du un jour sur deux fondé sur des motifs de sécurité, l'accélération des suppressions d'emploi et la dégradation des conditions de travail sont à l'ordre du jour de 2011 ?

Et que pour éviter toute rébellion, on va réduire à néant les capacités d'action des personnels contrôleurs ?

C'est en tous les cas la seule analyse raisonnable qui puisse être faite dans un contexte de non-dialogue social. L'absence d'information concrète sur le contenu des GT de mise en œuvre des restrictions de service minimum constitue d'ailleurs une énième provocation.

Toutes ces raisons expliquent que le SPAC CFDT s'engage pleinement au côté des personnels qui dans de nombreux centres se battent aujourd'hui pour faire reconnaître que

le basculement voulu par l'administration en matière de gestion des équipes ICNA est inacceptable du point de vue de l'efficacité comme du point de vue des conditions de travail.

Ces personnels que l'on présente habilement comme profitant du système sont en fait sans doute le dernier rempart contre une dégradation des conditions d'emploi de l'ensemble des personnels de la DGAC, orchestrée savamment, et au mépris de l'intérêt général.

**Car nul doute qu'une fois engrangée la dégradation des conditions de travail des contrôleurs, la DGAC n'aura aucune difficulté à broyer les personnels disposant de capacités de nuisances moins immédiates.**

Ce n'est jamais pour rien que l'on fait accuser son chien d'avoir la rage.

Le Ministre et ses conseillers ont décidé de mettre au pas les personnels de la DGAC, ces personnels qui ont permis à la DGAC d'être aujourd'hui un outil de très grande qualité, reconnu internationalement.

Ils ont décidé par dogme politique de modifier la logique qui prévalait jusqu'ici, qui faisait primer service rendu sur application aveugle des textes.

Les personnels ne se laisseront sûrement pas faire.